

Daepf, Déglise, Dietrich, Dreher, Eggenberg-Thun, Eggly, Eisenring, Eppenberger Susi, Etique, Fäh, Fehr, Feigenwinter, Fischer-Hägglingen, Fischer-Sursee, Fischer-Seengen, Frey Walter, Früh, Graf, Grassi, Gysin, Hänggi, Hari, Hess Otto, Hess Peter, Hildbrand, Hösli, Jeanneret, Jung, Keller, Kühne, Loeb, Luder, Massy, Mauch Rolf, Mühlemann, Müller-Meilen, Müller-Wiliberg, Nebiker, Neuenschwander, Nussbaumer, Oehler, Paccolat, Perey, Philipona, Portmann, Reichling, Reimann Fritz, Reimann Maximilian, Ruckstuhl, Rutishauser, Rüttimann, Rychen, Savary-Fribourg, Scheidegger, Scherrer, Schmidhalter, Schüle, Schwab, Seiler Hanspeter, Spoerry, Steinegger, Stucky, Tschuppert, Wanner, Weber-Schwyz, Wellauer, Widrig, Wyss William, Zölch, Zwingli (86)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

In Kantonen, in denen die kantonalen Natur- und Heimatschutzorganisationen eine verfahrensrechtliche Mitwirkungsmöglichkeit ebenfalls besitzen (wie z. B. im Kanton Luzern), besteht die Gefahr von Doppelspurigkeiten im Beschwerdeverfahren. Natur- und Heimatschutzorganisationen können gegen ein Projekt zuerst auf kantonaler Ebene und anschliessend nochmals auf eidgenössischer Ebene Beschwerde ergreifen. Dies erscheint unsinnig und zeitraubend. Der Bundesrat hat in seiner Antwort vom 24. Mai 1989 auf die Einfache Anfrage Büttiker (vom 13.3.1989) die Auffassung geteilt, dass Doppelspurigkeiten im Verfahren auf Stufe Kanton und Bund zum gleichen Projekt zu vermeiden sind. Er bestätigte, dass heute gewisse Unklarheiten in der Abgrenzung der Ueberprüfungsmöglichkeiten im kantonalen und im eidgenössischen Verfahren bestehen, die auch nach seiner Ansicht behoben werden sollten. Er verweist dabei auf die bevorstehende Revision des Natur- und Heimatschutzgesetzes sowie der dazugehörenden Verordnung.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates vom 15. November 1989

Déclaration écrite du Conseil fédéral du 15 novembre 1989

Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

Ueberviesen – Transmis

89.792

Postulat Maitre

Orts- und Sonderzulage für das Bundespersonal

Indemnité de résidence et allocation complémentaire pour le personnel fédéral

Wortlaut des Postulates vom 14. Dezember 1989

Der Bundesrat wird ersucht,

1. fünf weitere Abstufungen für den Ortszuschlag nach Artikel 37 Absatz 1 des Beamtengesetzes einzuführen, damit der unterschiedlichen Kaufkraft in den Ortschaften der Schweiz besser Rechnung getragen wird;
2. den Sonderzuschlag nach Artikel 37 Absatz 3 des Beamtengesetzes im gesamten Kanton Genf bzw. im gesamten 1. PTT-Kreis zu gewähren, damit die Benachteiligungen, die sich für Beamte aufgrund ihres Arbeitsortes ergeben, beseitigt werden.

Texte du postulat du 14 décembre 1989

Le Conseil fédéral est invité:

1. à créer cinq échelons supplémentaires d'indemnité de résidence au sens de l'article 37, premier alinéa, de la loi sur le statut des fonctionnaires, afin de mieux tenir compte des différences de pouvoir d'achat entre les diverses localités suisses;
2. à accorder l'allocation complémentaire prévue à l'article 37, 3ème alinéa, de la loi sur le statut des fonctionnaires à l'ensemble du canton de Genève, respectivement du 1er arrondissement PTT, afin d'éliminer les distorsions qui pénalisent certains fonctionnaires suivant leur lieu de travail.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Coutau, Ducret, Eggly, Gros, Longet, Petitpierre, Rebeaud, Segond, Spielmann, Ziegler (10)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

1. Pour le calcul de l'indemnité de résidence fixée à l'article 37, alinéa premier, de la loi sur le statut des fonctionnaires, les localités suisses sont rangées dans les classes zéro à 10, suivant le nombre de points qui leur sont attribués. L'échelle des points est bloquée à 141, ce qui correspond à la classe 10. Or, le nombre des points attribués à Genève est de 261. Il en résulte qu'une part importante du coût de la vie à Genève n'est pas prise en considération pour le calcul de l'indemnité de résidence. En créant des classes supplémentaires, le Conseil fédéral tiendra mieux compte des différences de pouvoir d'achat et des conditions du marché du travail.

2. L'allocation complémentaire prescrite à l'article 37, alinéa 3, de la loi sur le statut des fonctionnaires est liée au lieu de travail. Dans un canton comme celui de Genève, il en résulte des distorsions incompréhensibles: par exemple, un facteur exerçant à Troinex touchera l'allocation complémentaire alors que celui qui travaille à Vandoeuvres ne recevra rien à ce titre. De telles différences ne se justifient en rien et donnent à cette allocation l'aspect d'une sorte de loterie. C'est la raison pour laquelle l'ensemble du canton de Genève, respectivement le 1er arrondissement des PTT, doit être à ce propos traité de manière uniforme.

L'application des deux mesures précitées doit être envisagée dans les plus brefs délais. La situation du personnel fédéral, et en particulier pour l'Entreprise des PTT, devient réellement préoccupante.

Faute de redonner les moyens permettant uniquement de conserver un certain pouvoir d'achat, les places seront toujours plus difficiles à repourvoir et l'hémorragie de personnel postal et de télécommunications continuera. Il en résultera une dégradation des prestations de l'entreprise, lourde de conséquences pour l'économie.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

vom 21. Februar 1990

Déclaration écrite du Conseil fédéral

du 21 février 1990

Le Conseil fédéral est prêt à accepter le postulat.

Ueberviesen – Transmis

89.476

Postulat der christlichdemokratischen Fraktion Binnenmarkt Schweiz

Postulat du groupe démocrate-chrétien Marché intérieur suisse

Wortlaut des Postulates vom 12. Juni 1989

Im Lichte der fortschreitenden Bemühungen um die Realisierung eines europäischen Binnenmarktes wird der Bundesrat

eingeladen, in einem Bericht an das Parlament die in der schweizerischen Wirtschaft vorhandenen privaten Wettbewerbsbehinderungen und öffentlich-rechtlichen Regulationen darzustellen und in bezug auf die Wettbewerbsfähigkeit der Schweiz zu beurteilen.

Diese Lagebeurteilung ist durch entsprechende Massnahmenvorschläge zu ergänzen.

Texte du postulat du 12 juin 1989

A la lumière des efforts répétés en vue de la création d'un marché commun européen, le Conseil fédéral est invité à présenter au Parlement un rapport décrivant les entraves à la concurrence privée et les mécanismes régulateurs de droit public dans l'économie suisse, et d'en tirer ses conclusions en fonction de la capacité concurrentielle de la Suisse.

Ce jugement de la situation sera à compléter par des propositions de mesures appropriées.

Sprecher – Porte-parole: Grassi

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Tout le monde admet que la réalisation du marché intérieur européen renforcera notablement les entreprises établies dans cette zone: d'une part, celles-ci en ressentiront directement les effets du fait de l'élimination des formalités douanières, des normes spécifiques de chaque Etat et des restrictions à l'importation; d'autre part, l'intensification de la concurrence produira des effets dynamiques sur le progrès technique et le développement à long terme du niveau de vie.

Si, dans les conditions actuelles, il n'est pas question pour notre pays d'adhérer à la CE, la politique suisse doit néanmoins prendre en considération sa capacité de s'intégrer à l'Europe et sa disponibilité à s'ouvrir à un régime proche d'un marché intérieur.

A cet égard, il ne suffit pas de faire un examen critique des normes régissant notre économie extérieure et, le cas échéant, de les réviser. Les forces du grand marché européen soumettront l'économie intérieure suisse à des pressions tenaces, l'obligeant à s'adapter, que ce soit par l'adoption de certaines règles du marché de la CE ou par le jeu de la concurrence des industriels suisses face à une production étrangère compétitive. Relever ce défi sera probablement plus facile dans les secteurs faisant habituellement l'objet d'une dérégulation du marché intérieur suisse, plutôt que dans les branches économiques où l'activité est soumise à des restrictions de la concurrence et à une segmentation du marché, que ces mesures soient arrêtées par l'Etat ou par le secteur privé. Il n'existe en effet pas vraiment de marché intérieur suisse pour de nombreux produits et services. Souvent, ce sont des compétences cantonales ou communales qui entravent totalement ou partiellement le libre jeu de la concurrence à l'intérieur du pays. La pratique en matière d'adjudications publiques, des prescriptions concernant la police du feu ou la santé publique ou le fait que certains diplômes professionnels ne soient pas encore reconnus contribuent par exemple à une segmentation géographique.

La présente intervention ne vise pas du tout à une dérégulation totale du marché, au mépris des intérêts que les prescriptions en question ont pour but de protéger. Mais il est nécessaire d'avoir une vue d'ensemble des activités pour lesquelles il n'existe pas un marché intérieur suisse. Il est indispensable de pouvoir se fonder sur une telle vue d'ensemble pour effectuer un examen critique des restrictions suisses à la concurrence. Bien des raisons incitent à penser que certaines restrictions sont dépassées et devraient être limitées ou éliminées si notre pays veut être prêt à relever le défi européen.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

vom 18. Oktober 1989

Déclaration écrite du Conseil fédéral du 18 octobre 1989

Le Conseil fédéral est prêt à accepter le postulat.

Ueberwiesen – Transmis

89.626

Postulat Seiler Hanspeter Bundesbeiträge für die Berufsbildung Aide fédérale à la formation professionnelle

Wortlaut des Postulates vom 28. September 1989

Der Bundesrat wird ersucht zu prüfen,

1. ob die für den Bundesbeitrag anrechenbaren Höchstansätze in der Berufsbildung, wie sie die entsprechende Verordnung vom 7. November 1985 festsetzt, nicht den heutigen Gegebenheiten anzupassen und angemessen zu erhöhen sind;
2. ob für die Beitragsleistung des Bundes in der Berufsbildung künftig nicht das Prinzip der Indexierung dieser Ansätze eingeführt werden könnte;
3. ob für die Beitragsleistung des Bundes nicht eine neue Basis geschaffen werden könnte (z. B. Festlegung eines mittleren Betriebskostensatzes).

Texte du postulat du 28 septembre 1989

Le Conseil fédéral est invité à examiner

1. si les montants maximums pris en compte pour le calcul des subventions à la formation professionnelle, fixés dans l'ordonnance du 7 novembre 1985, ne devraient pas être adaptés aux conditions actuelles et augmentés en conséquence;
2. s'il ne serait pas opportun, s'agissant des subventions fédérales à la formation professionnelle, d'appliquer le principe de l'indexation de ces montants au coût de la vie;
3. s'il ne serait pas possible de fixer une nouvelle base de calcul pour les subventions fédérales (par exemple fixer un taux moyen de frais d'exploitation).

Mitunterzeichner – Cosignataires: Basler, Büttiker, Daepf, Dietrich, Fäh, Hari, Luder, Müller-Aargau, Neuenschwander, Oester, Reimann Fritz, Reimann Maximilian, Schwab, Widrig, Wyss William, Zölch (16)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Die in der erwähnten Verordnung vom 7. November 1985 über die für die Bundesbeiträge anrechenbaren Gehälter, Tagelder und Entschädigungen in der Berufsbildung enthaltene Regelung der Bundesbeiträge betrifft ungefähr 80 Prozent des gesamten Betriebsaufwandes der Kantone und Gemeinden für die Berufsbildung. Diese Verordnung hat deshalb auf die Höhe der Bundesbeitragsleistung an die Kosten der Berufsbildung entscheidenden Einfluss.

Die effektiven Leistungen liegen in praktisch allen Kantonen heute um durchschnittlich etwa 28 Prozent über den für den Bundesbeitrag anrechenbaren Höchstansätzen. Eine Erhöhung auf 90 Franken bei Artikel 1 Buchstabe a, auf 60 Franken bei Artikel 3 Buchstabe b würde beispielsweise dem heutigen Kantonsdurchschnitt entsprechen.

Bei der Bemessung der Beitragsleistung an die Hochschulkantone berücksichtigt der Bund jährlich die zu erwartende Teuerung plus ein kleines reales Wachstum. Die unterschiedlichen Beitragsberechnungssysteme benachteiligten bisher den Berufsbildungs- gegenüber dem Hochschulbereich. Eine Annäherung der Beitragssysteme ist in Anbetracht der volkswirtschaftlichen Bedeutung der Berufsbildung gerechtfertigt. Rund drei Viertel aller Schulaustretenden absolvieren eine Berufslehre. Die berufliche Nachwuchsförderung erhält einen immer grösseren Stellenwert und rechtfertigt eine den heutigen Gegebenheiten angepasste Beitragsleistung durch den Bund.

Eine höhere, den heutigen Verhältnissen angepasste Beitragsleistung des Bundes trägt dazu bei, die bei Instruktoren für Einführungskurse aufgetretenen Rekrutierungsprobleme zu mildern.

Postulat der christlichdemokratischen Fraktion Binnenmarkt Schweiz

Postulat du groupe démocrate-chrétien Marché intérieur suisse

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	89.476
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	23.03.1990 - 08:00
Date	
Data	
Seite	713-714
Page	
Pagina	
Ref. No	20 018 454

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.